

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

CETTE LUEUR SINISTRE A L'ORIENT...

QUI PORTE LA GUERRE ?

Nous venons de réfléchir et de discuter sur la célèbre formule de Jaurès, si souvent répétée : « **Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage** ». Elle a trop souvent servi d'explication passe-partout ; elle créait une sorte de confort intellectuel : si le capitalisme n'existe plus, la cause principale des guerres, disparaît avec lui.

Elle ne peut suffire aujourd'hui dans un monde où flambent partout les guerres et les violences, où éclatent les nationalismes, les chauvinismes, les fanatismes religieux et politiques, où moins que jamais ne comptent la vie de l'homme, le respect de l'autre, où le mensonge accompagne partout les opérations militaires auxquelles ne s'opposent que de misérables barrages de papier.

Les gouvernements de pays qui s'affirment anti-capitalistes, de ces pays qui, hier encore, portaient l'espoir révolutionnaire de beaucoup d'hommes, prennent l'initiative de la guerre. Effectivement le capitalisme n'y existe plus sous sa forme classique d'appropriation privée des moyens de production avec tout ce que cela comporte de moyens de puissance, de concurrence et de rivalités sur la scène internationale. Et pourtant ces pays prétendus socialistes portent en eux la guerre.

La discussion, chez nous, est sortie de cette constatation. Elle a conduit à une réflexion sur les causes profondes des guerres et elle a fait apparaître des positions très différentes.

Quelques-uns ont dressé un constat d'échec : échec d'une doctrine qui privilégiait les causes économiques des guerres ; échec, pour toute une génération de militants, d'une propagande et d'une action internationalistes et pacifistes ; échec d'une vie pour quelques-uns de ces vaillants militants (plus que quelques-uns).

C'est ce mot d'échec qui a provoqué la discussion. Des camarades l'ont refusé. Il n'y a pas eu

échec de la doctrine ont dit certains parmi nous : il n'est pas vrai que le capitalisme ait disparu en URSS comme en Chine ; il a seulement pris la forme du capitalisme d'Etat (il y a eu une contre-révolution, a dit l'un, et il ne faut pas confondre Louis-Philippe et Robespierre) ; les causes économiques des guerres que ces Etats entreprennent

DANS CE NUMERO :

- **Syndicalisme et politique**
par Y. SANTEUIL
- **Redéploiement**
...et démolissement
par R. GUILLORE
- **Lettre d'Amérique**
par P. AUBERY
- **Le combat de Joublatt**
par Y. DELAUNAY
- **Les grandes journées**
de Juin 1936
par Roger HAGNAUER

directement ou indirectement demeurent prédominantes. Ces camarades dont la position pourrait être qualifiée approximativement de néo-marxiste, ont voulu sauver la doctrine, ou plutôt l'utiliser encore dans une situation nouvelle.

C'est alors que Marx a rencontré Malthus. D'autres camarades ont donné la première place à la surpopulation dans l'explication des malheurs, des crises et des guerres dont souffre le monde tourmenté de cette fin du vingtième siècle. Une camarade a fourni des chiffres effrayants sur la vitesse de croissance globale de la population humaine. Elle a cependant fait ressortir que, pour la première fois, un gouvernement, celui de la Chine de Mao, avait freiné efficacement la surpopulation, répandu les moyens de contraception et axé sa propagande démographique sur une famille idéale de deux enfants. Un autre camarade, grand connaisseur de l'Egypte, a appuyé cette thèse par des informations sur la surpopulation de l'Egypte, où, selon le président Sadate lui-même, la survie dépendrait de l'arrêt d'une natalité galopante.

Il est normal que nous ayons retrouvé, dans notre discussion, les deux oppositions habituelles qui tiennent sans doute à deux formes d'esprit, deux formations plutôt. Il est bon que, dans notre cercle, ne règne pas le monolithisme de pensée et que s'expriment des opinions qui, apparemment contraires, n'éclairent peut-être que deux faces du même phénomène.

Les causes des guerres ont été recherchées plus loin, autre part que dans les doctrines, mais dans l'analyse des faits historiques et dans ce qu'un camarade a appelé « les bas-fonds » de l'homme. Nous avons entendu aussi la thèse ouvertement anarcho-syndicaliste qui n'a pas accepté de reconnaître l'échec commun — pas le sien en tout cas — et qui incrimine l'abandon de la propagande antimilitariste et pacifiste.

Comment cette discussion n'aurait-elle pas jailli parmi nous alors que la situation mondiale est dominée par l'affrontement, direct ou indirect, des deux super-puissances ; alors que le Proche-Orient est une poudrière ; alors qu'à l'Extrême-Orient la guerre a recommencé entre deux pays déclarés tous deux « communistes » ; alors que l'immense Chine indéchiffrable affirme sa volonté de puissance et déclare doctrinalement que la guerre est inévitable ; alors que la guerre, la violence, les fanatismes sont partout et l'internationalisme nulle part ?

S'il faut bien reconnaître qu'une génération d'hommes et de femmes socialistes et libertaires a lutté en vain, la voie est étroite et la tâche est énorme pour les jeunes militants, les jeunes syndicalistes ouvriers, à l'avant-garde. Au-delà de la lutte quotidienne nécessaire pour le bien-être, pour le travail socialement utile accompli dans des conditions plus humaines, il y a des chaînes à perdre et un monde pacifique à reconquérir.

UN LIVRE A LIRE... OU A RELIRE

LA CHINE

Ses trois millénaires d'histoire
Ses cinquante ans de révolution
de Robert LOUZON

La géographie a voulu que le Chinois, paysan sédentaire, et le nomade pasteur convoitant sa terre irriguée, vivent bord contre bord, sans la moindre barrière montagneuse pour les séparer. Quant à la Grande Muraille, édifiée dès le III^e siècle avant J.-C., elle s'est révélée un obstacle plus symbolique que véritablement efficace, maintes et maintes fois submergé — par Gengis-Khan au XIII^e siècle, mais également par combien d'autres !

Inversement le monde des Barbares se trouvait lui aussi largement ouvert. A la différence de l'Inde, sa « sœur en civilisation d'irrigation », la Chine ne s'est pas contentée de subir les envahisseurs, quitte à les intégrer. Elle a « toujours répondu à l'invasion par la contre-invasion... Elle a envahi aussi souvent qu'elle a été envahie. Depuis le premier siècle avant l'ère chrétienne jusqu'à l'époque moderne, il y a eu presque toujours un Empire chinois... englobant, outre la Chine... des contrées souvent immenses, habitées par des peuples n'ayant rien de commun avec les Chinois... La Chine fut donc largement impérialiste ».

En vente aux Editions Syndicalistes
CCP 21864-88 Paris

14 F franco.

QUESTIONS

AU SUJET DU NUCLÉAIRE

Je comprends fort bien les écologistes qui luttent contre la destruction de la nature et les menaces contre toute vie sur terre.

Je comprends aussi les pacifistes intransigeants qui s'opposent à tout développement de l'industrie nucléaire utilisable directement ou indirectement à des fins guerrières (mais toutes les industries peuvent être « converties » en industries de guerre. L'expérience nous le prouve).

Cependant je crois qu'en cette affaire la négation ne suffit pas. Il est bon de souligner les dangers actuels ou futurs du nucléaire — et d'étudier les possibilités de la prévention.

Mais devons-nous reprendre les traditions des « briseurs de machines », si le développement de l'industrie nucléaire est fatal ?

Devons-nous accepter d'être soumis à l'impérialisme de plus en plus tyrannique des maîtres du pétrole ?

Devons-nous nous résigner — faute de moyens énergétiques suffisants — à un ralentissement catastrophique de la production industrielle... ce qui provoquerait une crise sociale aux effets tragiques et la ruine de toute civilisation ?

On peut sans être traité en ennemi, poser de telles questions et hésiter devant un choix lourd de menaces.

R. H.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Redéploiement, restructuration... et démolissement

Les deux premiers termes sont du vocabulaire technocratique et, par imitation, du discours gouvernemental. Le troisième terme est dans les faits tangibles, dans le désert industriel promis à Longwy, à Denain, à Valenciennes, là où régnait jusqu'à aujourd'hui une activité industrielle de base. Mais où voyez-vous le « redéploiement » ? Nous voyons au contraire le repliement sur quelques centres sidérurgiques dont la productivité peut seule soutenir la concurrence internationale. M. Barre ne cesse de répéter que c'est la condition d'un emploi stable pour les travailleurs de cette branche. Oui, peut-être, pour ceux qui seront encore jugés nécessaires à une production hautement rationalisée. Mais pour les autres, ceux des hauts-fourneaux et des laminoirs abandonnés, ceux des activités annexes des monstres d'hier, où iront-ils se « redéployer » ? M. Barre leur offre-t-il ailleurs un emploi de remplacement ? Sa politique est à ce point pernicieuse et intenable qu'il se voit contraint de l'atténuer, par l'intermédiaire de ses ministres exécutants et sous la pression de la révolte ouvrière. Qu'est-ce que ces « sociétés de reconversion », filiales de bienfaisance imposées aux firmes sidérurgiques ?

Il n'est pas vrai que la politique de M. Barre soit la seule possible, comme le prétend son patron Giscard d'Estaing. C'est sous la présidence de celui-ci, avec Chirac comme coadjuteur, que le patronat était poussé, à coups de milliards, à produire davantage d'acier. « *Investir à contre-courant plutôt que de licencier* », c'est ce que disait le ministre de l'Industrie du moment, un certain M. d'Ornano !

N'est-ce pas quelque chose comme ça que propose aujourd'hui M. Mitterrand, au nom du parti socialiste ? Il propose la construction à Longwy et à Denain d'une aciérie à oxygène, dernier modèle. Vous voyez déjà les emplois qui reprennent et une région qui revit. M. André Giraud, actuel ministre de l'Industrie, dit que c'est seulement sur le papier et qu'on ne table pas sur une demande future hypothétique. Nous croyions que le « dynamisme » de la libre entreprise, tant vanté, consistait justement à précéder la demande, à voir plus loin que la conjoncture. Reconnaissons au premier secrétaire du parti socialiste le mérite d'adjoindre à son programme les revendications syndicales apportant une solution immédiate au problème de l'emploi : *une cinquième équipe pour la production à feu continu ; la réduction à trente-cinq heures par semaine de la durée du travail*.

Cela ne mangera pas plus de milliards — des milliards de nos impôts — que ceux que l'Etat a octroyé aux firmes sidérurgiques (13 milliards a dit M. Giraud). Qu'en ont-elles fait ? L'argent des contribuables pourrait être plus mal employé ; il l'a été souvent.

D'ailleurs l'activité métallurgique ne s'arrête pas à la production d'acier brut. On le produit pour l'usage qu'en font les industries de transformation, la construction mécanique, la machine-outil, le bâti-

ment, bien d'autres. C'est ce que la puissance publique aurait dû prévoir et organiser, comme secteur secondaire de la production d'acier, avant de démolir des régions traditionnellement industrielles. C'est dans cette voie que son action et son incitation auraient dû se déployer. Mais M. Barre ne « redéploie » que sa vanité. Il est douteux que même ses soutiens parlementaires le laissent encore longtemps persévérer dans l'erreur.

Nous devons en tout cas nous réjouir de l'unité d'action syndicale que son agression a réussi à souder en Lorraine. Nous souhaitons qu'elle dure pour le succès d'un plan ouvrier autrement intelligent que celui de M. Giraud et du patronat. Nous souhaitons donc que la concurrence déloyale ne joue pas dans « l'intersyndicale ». Il faut laisser la concurrence dans le camp des patrons avec leur cortège de technocrates et de ministres. Il ne faut pas que les grandes et petites manœuvres politiciennes viennent affaiblir le front commun des travailleurs. Des craquements se font déjà entendre...

La police avec nous !

C'est le cri qu'on entendait dans les manifestations de rue des dernières années 30, à l'instigation des « communistes ». Il indignait, il révoltait deux catégories de manifestants dont certains préféraient quitter le cortège plutôt que d'être associés à ce cri : la première catégorie de « dissidents » était formée de ceux qui, spontanément, comme à fleur de peau, conservaient le réflexe traditionnel dans le peuple : l'opposition à ceux qui l'avaient trahi pour servir les pouvoirs et taper sur le peuple (« il y a des métiers qu'on ne fait pas ») ; la deuxième catégorie, se recoupant d'ailleurs avec la première, comprenait les manifestants qui, à l'occasion d'une démonstration antérieure et d'une arrestation affectuée « dans le tas », avaient été les victimes ou les témoins de « passages à tabac » dans un commissariat de police, épilogues traditionnels des manifestations de rue. Il ne serait pas venu à l'idée de ceux-là une quelconque solidarité avec des policiers dont le comportement révélait, dans ces circonstances, plus de lâcheté que de courage.

Aujourd'hui, la question se présente autrement, bien que le « passage à tabac » n'ait pas disparu, il s'en faut, de la pratique policière. Nous avons des syndicats de policiers dont certains adhèrent aux centrales ouvrières. Dans les congrès syndicaux où il nous arrive d'assister, nous côtoyons des délégués de syndicats de la police ou de l'administration pénitentiaire. La police y est avec nous ! Certains même des représentants de ces honorables professions passent pour être des militants syndicalistes ; ils s'expriment et sont écoutés comme tels. Bon gré, mal gré, ce sont des « camarades ».

J'avais été amené à faire sur ce sujet quelques observations sans bienveillance au moment de la constitution du MSUD (Mouvement pour un Syndicalisme Uni et Démocratique). Ce mouvement éphémère, mais d'intention fort louable, avait pour protagonistes un trio d'excellents militants : Roger

Lapeyre, Denis Forestier, le troisième étant Aimé Pastre, secrétaire général du syndicat CGT du personnel pénitentiaire. Celui-ci (vieil abonné de la « RP » !) avait lu mes propos et y avait réagi en m'apprenant que son syndicat avait été un des premiers syndicats de fonctionnaires à adhérer à la CGT dès avant la première guerre mondiale ! J'avais consulté Monatte sur ce point de droit : il avait été surpris mais il avait admis que cela était possible même à cette époque. Aimé Pastre était donc fondé à se prévaloir, pour lui et ses prédécesseurs, d'une longue carrière syndicale.

Quoi qu'il en soit, les temps sont bien changés, dans le syndicalisme dit ouvrier. Ces changements nous obligent à réexaminer notre position — sentimentale en quelque sorte — à l'égard de la police et des policiers. Avec sang-froid nous devons répondre à cette question : la police est-elle un service public nécessaire ? Dans les conditions de la société d'aujourd'hui, et sans que nous puissions en prévoir d'autres, il faut bien répondre : oui, à la question. Pensons déjà à ce que serait la circulation automobile, ou à ce qu'elle ne serait pas, si un service d'ordre, doté de pouvoirs suffisants, ne la réglementait pas ? Mais ce n'est là que l'aspect le plus bénin et le plus visiblement nécessaire du service de police. Allons plus loin. Comme nous l'avons déjà écrit, la vie en société est une série de conflits entre les droits de l'individu et les contraintes sociales distribuées et administrées plus ou moins arbitrairement par l'Etat. La police a la charge de faire respecter ces restrictions, nécessaires ou non, à la liberté individuelle. Il n'y a pas d'exemples jusqu'à présent que les Etats se soient trouvés devant une carence du recrutement des agents de ce service. Les révolutions connues, et plus particulièrement celles du XX^e siècle, n'ont abouti qu'à remplacer une police exécrée par une autre dont les moyens et les exactions étaient équivalents, ou pires.

Cette définition et ces observations suffisent à distinguer ce qui fait qu'un Etat est policier ou ne l'est pas. Dans le premier cas, la police est un Etat dans l'Etat ; elle est au-dessus des lois du droit commun ; ses pouvoirs sont exorbitants du droit ; ses agents sont privilégiés par rapport aux autres citoyens ; sa séparation avec la population est tranchée et cette coupure explique le sentiment d'hostilité qu'elle provoque généralement. Dans un Etat qui n'est pas « policier », il y a pourtant une police ; mais ses attributions et ses droits sont strictement limités ; elle est dressée au respect des citoyens, même de ceux qu'elle présume coupables (alors que la loi les présume innocents) ; la « garde à vue » est réduite au minimum ; le contrôle exercé sur ses agents, à tous les niveaux, est plus sévère que dans les autres services publics, compte tenu des rapports que leur fonction suppose avec les autres citoyens.

Il serait sans doute excessif de dire que nous avons ici, en France, un Etat policier. Il n'est pas excessif d'affirmer que les pouvoirs reconnus ou tolérés à sa police, que son système répressif en général ne font pas de la France un Etat pleinement démocratique.

La tendance vers l'Etat policier, vers l'omniprésence (quelquefois l'omnipotence) de la police s'est accentuée ces derniers temps. Cette tendance est très sensible. On veut la justifier en invoquant l'augmentation des attentats contre les personnes et les biens. Cette prétendue augmentation — qui d'ailleurs ne

justifierait aucune exaction policière — n'existe pas. Toutes les études sérieuses, statistiques ou autres, démontrent qu'au début du siècle, par exemple, les actes de violence individuelle (la « violence privée » en quelque sorte) étaient plus nombreux en France qu'ils ne le sont aujourd'hui (voir à ce sujet l'article d'Emmanuel Todd « *Beaucoup de bruit pour rien* » dans le « Monde » du 23 février). Le sentiment contraire qui existe et qui grandit dans la population est provoqué et entretenu par une information dirigée, principalement par les « médias » qui viennent vous faire peur à domicile.

On insiste aussi sur les risques courus par les policiers dans l'exercice de leur fonction répressive (moins sur l'usage inconsidéré qu'ils font quelquefois du privilège de leur port d'armes). Il y a évidemment les risques du métier dangereux qu'ils ont choisi. Tous les métiers ont leurs risques : combien y a-t-il chaque année d'ouvriers du bâtiment, par exemple, qui trouvent la mort en travaillant ? Le métier de policier a ses risques particuliers ; il est normal que les agents du service public de police, une fois admise sa nécessité, soient protégés le plus possible contre les accidents que leur fonction laisse craindre. Cette protection est du droit commun ; elle ne relève pas d'un autre statut que celui qui concerne tous les risques professionnels.

Puisque nous avons désormais dans nos organisations syndicales des camarades représentants du service public de police, qu'ils soient pour leurs collègues des éducateurs comme les pionniers du syndicalisme le furent pour leurs compagnons. Qu'ils travaillent à transformer les pratiques policières, à créer une morale professionnelle qui fasse que, si la police n'est pas toujours avec nous, elle ne soit pas systématiquement contre nous !

R. GUILLORE.

NDLR. — Nous apprenons, au dernier moment, la mort de la camarade France SERRET, de l'Ardèche. Nous parlerons d'elle et de son compagnon disparu, Gilbert Serret, dans notre prochain numéro.

Pour la brochure « L'ACTION SYNDICALISTE »

Dans le précédent numéro, nous faisons appel aux lecteurs qui pourraient être intéressés par la réédition que nous projetons d'une brochure de GRIFFUELHES qui fut secrétaire général de la CGT à l'époque de la glorieuse Charte d'Amiens.

La brochure date de 1908 ; elle rappelle sous le titre « L'ACTION SYNDICALISTE » ce qu'était l'orientation de la CGT refusant alors la tutelle de tout parti politique.

Elle n'est pas vieillie ; c'est le syndicalisme qui a, trop souvent, oublié sa jeunesse.

Une souscription préalable de 17 F est demandée avant réalisation possible du projet. Les camarades intéressés l'adresseront aux :

EDITIONS SYNDICALISTES
21, rue Jean-Robert - 75018 Paris
CCP 21 7646-88 Paris.

LE COMBAT DE KAMAL JOUMBLATT

Kamal Joumblatt a été assassiné en mars 1977 dans des circonstances qui n'ont jamais été élucidées. Le mois suivant, Jacques Gallienne avait flétri ce crime dans les colonnes de la « RP ». Il considérait Joumblatt en effet, non sans raison je crois, comme un des rares hommes politiques, avec le chrétien de gauche Raymond Eddé, capables de ramener un jour la paix civile au Liban.

Ce grand féodal druze, attiré par la philosophie hindoue et leader de la gauche libanaise, était une figure complexe, un peu trop au gré de certains, de Thierry Desjardins entre autres, grand spécialiste du monde arabe (1). Mais chacun s'accordait pour reconnaître en lui une personnalité hors du commun.

Il y a quelques semaines a paru, sous le titre *Pour le Liban* (2) un « livre parlé » où Philippe Lapousette, correspondant du *Matin* à Beyrouth a rapporté les entretiens qu'il eut avec Joumblatt dans les mois précédant sa mort. Le dirigeant libanais en avait relu attentivement et même annoté toutes les pages. Par sa hauteur de vues et sa lucidité, l'ouvrage constitue à mon sens un témoignage du plus grand intérêt non seulement sur le Liban, mais sur l'ensemble complexe des problèmes du Moyen-Orient.

*

Pour Joumblatt, la présence des 400.000 réfugiés palestiniens au Liban n'a été que le « détonateur » de la guerre civile libanaise de 1975-76. Les causes fondamentales, selon lui, étaient proprement libanaises. Sur le plan politico-religieux, c'était la volonté « séparatiste » d'une majorité de chrétiens ou plutôt de « pseudo-chrétiens » maronites, « fossiles d'avant la civilisation moderne », embrigadés sous la bannière d'un Camille Chamoun ou d'un Pierre Gemayel. Sur le plan économique, c'était l'approfondissement du fossé entre une poignée de riches et la masse des pauvres — le clivage entre eux ne coïncidant pas d'ailleurs exactement avec le clivage confessionnel.

Contre ces forces réactionnaires s'élaborait lentement une sorte de « bloc historique » libanais et mûrissait une révolution politique et sociale.

Mais le problème palestinien était venu tout fausser. Depuis 1969, la situation politique au Liban s'était considérablement dégradée : représailles israéliennes contre les raids des fedayin, accrochages entre ceux-ci et l'armée libanaise ou les milices phalangistes. Joumblatt n'hésitait pas à rappeler comment la désinvolture des Palestiniens vis-à-vis de la loi libanaise, leurs arrestations, enlèvements et séquestrations avaient facilité l'éclosion du complot destiné à les éliminer. Ce n'était pourtant pas une raison pour laisser la réaction libanaise rééditer contre eux, à la suite du drame survenu à Aïn Remanéh le

(1) Son ouvrage *Le martyr du Liban* (Plon, 1976) reste extrêmement intéressant pour la compréhension du problème libanais (prix : 30 F).

(2) Edité par Stock (prix : 49 F).

13 avril 1975, une extermination analogue à celle du fameux « septembre noir » 1970 en Jordanie.

Leader du PSP (Parti Socialiste Progressiste) qu'il avait fondé en 1949, Joumblatt prit donc l'initiative d'un rassemblement de l'ensemble des forces de la gauche libanaise et d'une alliance avec les Palestiniens.

« Il fallait, dit-il, poser le problème de l'antagonisme entre Libanais et Libanais afin d'éviter qu'il ne se pose entre Libanais et Palestiniens... parce que le problème fondamental était véritablement celui du conflit social entre Libanais privilégiés et Libanais non privilégiés : les Blancs et les Noirs de Rhodésie. »

Aussi bien avait-il fini par désespérer de résoudre autrement que par la force le problème du « séparatisme » maronite : « Le fascisme raciste et religieux [devait] d'abord être écrasé militairement, et seulement ensuite traité psychologiquement ».

La Syrie se montra longtemps favorable aux Palestino-progressistes et ceux-ci, au début du printemps 1976, semblèrent sur le point de remporter la victoire.

Et puis, brutalement, ce fut la volte-face syrienne, le « pacte du diable », la « Sainte-Alliance entre Syriens et maronitisme intégral et totalitaire » dont Joumblatt s'est efforcé de démêler les motivations complexes.

Une de ses hypothèses me semble mériter réflexion : le régime syrien prétendument progressiste n'aurait-il pas eu peur de l'effet de contagion d'une victoire de la gauche libanaise en Syrie même et dans tout le Moyen-Orient ? « Nous pouvions secouer tout ce monde entravé dans les camisoles des régimes arabes autocratiques et militaires — j'allais presque dire fascistes », disait Joumblatt.

Et cette crainte aurait bien pu être partagée par les dirigeants de toutes les autres puissances, arabes ou non, y compris par ceux de l'URSS qui lui avaient pourtant décerné, en 1972, un prix Lénine. Il soupçonnait les Soviétiques d'avoir éprouvé quelque inquiétude pour la « tendance trop démocratique » du Mouvement national libanais et, d'autre part, de n'avoir pas souhaité très sincèrement l'instauration d'un régime vraiment socialiste au Moyen-Orient.

On sourira sans doute de voir revenir si souvent ce mot de « socialisme » dans les propos de Joumblatt. Il est bien évident que, du fait de l'archaïsme des structures économiques et sociales du Liban, son « socialisme » ne pouvait être qu'un socialisme élémentaire, un réformisme politique et social plutôt qu'un socialisme — un pas en avant malgré tout.

Mais c'était aussi un « socialisme » démocratique. Et qui, à ce titre, valant bien, on en conviendra je pense, celui de ces régimes arabes, syrien, irakien ou autres, « copies maladroites, instables, d'un néofascisme minoritaire, militaire et pseudo-socialiste ».

Le conflit israélo-arabe est inévitablement évoqué à plusieurs reprises. Allié des Palestiniens, Joumblatt ne se voulait pas pour autant un adversaire des Juifs. Il rendait même hommage, incidemment, à leur esprit de tolérance et à leur respect de l'homme. Il rêvait d'une Palestine qui serait une patrie commune aux Palestiniens et aux Israéliens.

Certes la solution qu'il préconisait peut apparaître foncièrement irréaliste : le retour au statut proposé par l'ONU en 1947. Mais d'un esprit aussi souple, on pouvait attendre qu'il acceptât d'infléchir, le cas échéant, cette position de principe.

Quelle aurait pu être sa réaction devant l'initiative de Sadate en novembre 1977 ? Peut-être le souci de ne pas heurter de front certains de ses alliés palestino-progressistes l'aurait-il contraint à atténuer l'expression de sa pensée véritable. Mais je suppose qu'il l'aurait considérée comme un élément positif.

C'est ainsi qu'il avait déjà interprété l'accord égypto-israélien de 1975. Il avait bien vu, à la base de cette première ouverture des dirigeants égyptiens, l'immense aspiration à la paix de leur peuple : « Les Egyptiens en ont assez de lutter pour les Arabes et au nom des Arabes, et de ne jamais être payés de retour. Un million de nouvelles bouches à nourrir chaque année, à vêtir et à faire travailler, voilà leur problème ». Et si l'on voulait malgré tout jeter la

Pierre à l'Égypte pour cette initiative, il convenait de ne pas oublier la responsabilité première de ces magnats du pétrole qui lui donnaient « juste de quoi retarder la mort des Égyptiens, pensant ainsi, comme les Américains, les tenir en laisse ». En tout état de cause, « l'accord du Sinaï n'était pas aussi néfaste pour la résistance palestinienne que l'agression caractérisée de la Syrie qui faisait qu'au bout de l'épée... pour les Palestiniens, c'était la mort ou la soumission ».

*

L'échec subi par Joumblatt n'avait pas entamé sa volonté de continuer le combat pour l'émancipation de son pays. Ce combat ne saurait nous laisser indifférent, dans la mesure où son regard dépassait l'horizon étroit du Liban et même celui du monde arabe. Aux aguets des moindres indices de réveil de la liberté dans le monde, il n'admettait pas qu'un pouvoir se disant révolutionnaire se situât « en position de réaction rétrograde » sur le plan des droits et des libertés essentielles de l'homme — « ou cela équivaldrait à un retour à l'esprit du Moyen Âge. Évidemment nous en sommes encore loin, mais un jour tous les partis communistes et socialistes du monde adopteront ce point de vue. A quoi sert le pain sans la liberté ? ».

Y. DELAUNAY.

CHRONIQUE ANTICLÉRICALE : LES POURCEAUX D'ÉPICURE

Le socialisme n'est pas en soi antireligieux. En particulier un examen attentif de ses origines antiques montre qu'il se nourrit à l'occasion d'une pensée messianique voire apocalyptique qui appartient à la tradition judéo-chrétienne et certains mouvements millénaristes ont retrouvé jadis le vieux mythe égalitaire de l'âge d'or pour l'ériger en modèle de ce que devrait être la société future, celle qui, selon leurs adeptes, suivrait la venue du Royaume de Dieu. En Bohême, à la fin du Moyen Âge, Jean Huss parvint à rassembler les pauvres en leur annonçant l'imminence des « Derniers jours » et la nécessité de massacrer tous les pécheurs. Avec le règne de Dieu, reviendrait l'hypothétique communisme primitif.

Le marxisme lui-même en dépit de la célèbre formule « la religion est l'opium du peuple » n'est pas exempt d'une attitude qui possède tous les caractères irrationnels de la foi et le conduit à penser que la fin justifie les moyens.

Le mythe toujours florissant du « bon sauvage » qui tient lieu de doctrine à certains contestataires contemporains tend à faire oublier que l'homme traîne en son cerveau des instincts de violence et de haine qui datent sans doute de la préhistoire et témoignent de la persistante naïveté qui conduit à imaginer le paradis au début ou au terme de l'aventure humaine.

Si dans notre société capitaliste, la liberté de conscience est officiellement reconnue, de fait seule est favorisée la liberté religieuse, c'est pourquoi il est intéressant pour des révolutionnaires soucieux d'une pensée laïque, nécessairement pluraliste, d'entendre la voix des agnostiques et des athées. Pour ces

derniers, Jean Perrin, qui est le président d'honneur de leur mouvement, déclare tranquillement : « Contrairement à ce que pensent les croyants, la conviction qu'il n'existe aucun Dieu et que la conscience individuelle ne survit pas à la mort conduit non au désespoir ou à l'angoisse mais à une grande sérénité, à une appréciation profonde de la valeur de la vie et à une haute conception de la dignité de l'Homme, responsable devant lui-même de sa vie et de ses actes. Ces convictions en apparence purement négatives, sont pour moi — ajoute le savant — la condition qui permet de rendre à l'homme sa pleine dignité et à la vie toute sa splendeur ». Sans sectarisme, mais seulement par souci de promouvoir l'indispensable droit à la différence il me semble nécessaire de rappeler cette vérité d'évidence trop souvent méconnue : l'athéisme qui constitue la « croyance » de nombre de militants du mouvement ouvrier ne doit pas en faire automatiquement aux yeux de ceux qui ont, s'ils sont sincères, le devoir de penser autrement, des « pourceaux d'Épicure » !

Jean MOREAU.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607-02-06

Abonnements (y compris Marché Commun) :

6 mois, 40 F — 1 an, 80 F.

Autres pays : 6 mois, 50 F — 1 an, 100 F.

C.C.P. 734-99 Paris

A CONTRE-COURANT, PENDANT UN DEMI-SIÈCLE

LES GRANDES JOURNÉES DE JUIN 1936 (suite)

Le tournant en 1936 que la guerre civile espagnole devait tragiquement illustrer, ce fut l'orientation vers la préparation de la guerre. Et c'est là sans doute que se manifestèrent avec le plus de virulence les vices rédhitoires des maîtres de l'industrie et de l'Etat-major militaire... conservateurs et donc réactionnaires au plein sens du mot.

Mais pour relater les événements de juin 1936, il me suffisait de consulter la collection de « la R.P. ». Outre des impressions de militants engagés directement dans la bataille, « la R.P. » publia le 10 juin 1936 une étude de Simone Weil (sous le pseudonyme de S. Galois) intitulé : « *La vie et la grève des métallos* », une admirable analyse des sentiments éprouvés par ces travailleurs : « *la joie de vivre parmi ces machines muettes, au rythme de la vie humaine* » — l'impression enivrante « *d'oser enfin se redresser après avoir toujours plié, tout subi, tout encaissé en silence pendant des mois et des années* ».

Ces pages qui nous révèlent toute Simone Weil — en ce qu'elle avait d'unique et d'exceptionnel — sont reproduites dans son ouvrage : *La Condition ouvrière*. J'en ai cité des extraits dans mon livre « *Joies et Fruits de la lecture* ». Et nous n'avons pas hésité, Yvonne Hagnauer et moi, à en inclure un passage caractéristique dans le « *Folio-thème* » que nous avons présenté sous le titre : « *C'est la fête* », destiné aux élèves des collèges.

Mais « la R.P. » publia le 10 juillet 1936, après la conclusion du mouvement, un véritable monument historique composé par Pierre Monatte sous le titre : *la Classe ouvrière reprend confiance en elle-même* (reproduit dans *la Lutte syndicale* : ouvrage composé de textes de Monatte présentés par Colette Chambelland). On y trouve des précisions sur l'origine du mouvement — des grèves « sur le tas », à la suite de renvois d'ouvriers frappés pour avoir chômé le Premier Mai à l'usine Bréguet du Havre, aux usines Latécoère à Toulouse, puis aux usines Bloch à Courbevoie. Pour la première fois depuis de longues années, ces mouvements spontanés de métallurgistes aboutirent à un succès complet.

Le dimanche 24 mai, ce fut le défilé traditionnel devant le mur des Fédérés au Père-Lachaise, qui ne fut jamais aussi dense : 600.000 travailleurs parisiens y participèrent et virent le président du Conseil lever le poing comme les camarades au milieu des très rares survivants de la Commune et des états-majors parisiens socialiste et communiste. Le jeudi suivant, toutes les usines métallurgiques de la région parisienne — celles d'aviation et d'automobile — furent occupées par les grévistes.

C'est cette action des métallurgistes qui retient particulièrement l'attention de Monatte, se plaçant sur le même terrain que Simone Weil. C'était là que la classe ouvrière avait subi depuis 1921 l'exploitation la plus brutale et les défaites les plus douloureuses. La répression patronale s'y était exercée avec pleine efficacité ; les sections syndicales y étaient rares, réduites à quelques unités et condamnées à une véritable clandestinité. La liste noire sur laquelle les militants étaient inscrits circulait d'une boîte à

l'autre et leur interdisait l'embauche. Monatte comme Simone Weil décelait la cause profonde du mouvement dans l'esclavage de l'usine moderne, les souffrances et les humiliations subies depuis la défaite ouvrière de 1919-1920, alourdies par la rationalisation, puis par la crise économique — et le facteur décisif du déclenchement c'était la venue au pouvoir d'un gouvernement de Front Populaire. A la différence de Simone, Monatte n'exclut pas les causes secondaires : des provocations patronales, des initiatives communistes, motivées par le secret désir de gérer le gouvernement Blum. Il accordait cependant aux communistes le mérite d'avoir maintenu l'exercice du droit de grève, afin de prouver que la victoire électorale ne devait pas « *flatter la paresse humaine, éveiller des illusions* », et que le recours à l'action directe était seul capable de stimuler le gouvernement.

Il reconnaissait cependant que la « *réputation de jésuites rouges acquise par les chefs communistes* » autorisait toutes les suspensions.

Je suis plutôt d'accord avec Simone pour estimer que ces « arrières-pensées » patronales et communistes — sans doute vraisemblables — n'auraient pu provoquer une telle spontanéité dans le déclenchement et la généralisation du mouvement, qu'elles ne peuvent l'expliquer et que même si elles exercèrent quelque influence à l'origine de l'action, elles furent contrariées par l'ampleur imprévisible du phénomène, qui engendra l'affolement du patronat et l'inquiétude des chefs communistes incapables de discipliner leurs propres troupes.

Car lorsque se constitua le gouvernement Blum, presque toutes les entreprises parisiennes — même les grands magasins soumis à l'exploitation la plus rigoureuse et la plus minutieuse — étaient occupées par le personnel en grève... et en quelques jours, de Paris le mouvement avait gagné toute la province.

Je n'étais plus un spectateur marginal. Gaston Guiraud, encore secrétaire général de l'Union des Syndicats ouvriers de la région parisienne, nous avait demandé à Jules Bureau (secrétaire de notre section syndicale) et à moi, de prendre un congé de huit jours (sans solde) et de nous tenir à la disposition de l'Union. Je fus ainsi envoyé dans une usine de Montrouge dont les patrons étaient venus solliciter notre intervention pour résoudre un conflit de caractère personnel (les ouvriers menés par des agitateurs communistes exigeant avant de reprendre le travail le renvoi d'un contremaître quelque peu maladroît mais qui n'avait pas tenté de briser la grève et qui n'avait voulu sortir de l'usine occupée que pour bénéficier de soins médicaux indispensables). Je représentai aussi l'Union dans quelques petites entreprises du 19^e arrondissement et dans les raffineries Sommier et Say, où je fus bouleversé par le spectacle de locaux proprement ignobles où se tenaient des travailleuses misérablement payées.

Tous les jours, des délégations — envoyées par les établissements et les corporations les plus hétéroclites — affluaient à l'Union pour obtenir la rédac-

tion de « leurs cahiers de revendications ». Bureau eut affaire au « patron » du personnel des spectacles (un Italien rageur qui imitait Mussolini en jouant de son crâne chauve et de son ventre autoritaire) ; l'Union soutenait la cause des ouvrières qui voulaient devenir des salariées comme les autres. Nous eûmes aussi quelque peine à rédiger le cahier de revendications des « laveurs de voitures » — tous kabyles — qui nous dictaient leurs désirs dans un langage dont le « pittoresque » excluait la clarté.

Bureau, normalien de Limoges, avait eu sans doute dans ses écoles parisiennes, le temps d'accorder ses origines rurales avec les impulsions de la grande ville. Mais il ne pouvait comme moi retrouver dans les copains bavards, gouailleurs et débraillés que nous avions rencontrés dans les bureaux et les couloirs de la Bourse du Travail, tous les mioches à la Poulbot avec qui j'avais joué rue Oberkampf et avenue Parmentier, avant de les revoir dans mes premières classes où ma chétive personne occupait une branlante chaire magistrale. Si remarquables que soient les analyses de Simone Weil et de Monatte, je n'avais pas besoin de les consulter pour être absolument convaincu de la spontanéité du mouvement de Juin 1936, et pour ne déceler aucune inspiration étrangère — rien de cette lourde phraséologie par laquelle je reconnaissais facilement le partisan stalinien — dans le comportement de ces travailleurs joyeusement libérés d'une servitude particulièrement oppressante.

On connaît les résultats des grandes journées de Juin : les accords Matignon signés le 8 juin 1936 par les délégués de la C.G.T. et ceux de la Confédération générale de la Production française (qui deviendra plus tard la Confédération générale du Patronat français) réunis sous la présidence de Léon Blum qui imposa son arbitrage en faveur des propositions de la C.G.T. malgré les réticences patronales.

Ces accords contenaient essentiellement :

- 1° Des contrats collectifs de travail.
- 2° Le droit syndical — qui sans doute était établi par la loi — mais que les patrons s'engageaient à respecter : toute mesure prise contre un ouvrier ou employé syndiqué pouvant justifier l'intervention d'une des parties contractantes (ce qui signifie que l'organisation syndicale pouvait contester les motifs d'une sanction prise contre un de ses membres).
- 3° L'augmentation générale des salaires (7 à 15 %).
- 4° L'élection de délégués du personnel.
- 5° L'interdiction de toute sanction pour fait de grève.

En même temps et conformément aux engagements pris à Matignon, le gouvernement fit voter après avoir obtenu la confiance de la majorité de la Chambre, dès le premier mois de son existence :

- 1° la loi de 40 heures ;
- 2° l'institution de congés annuels payés ;
- 3° la loi sur les conventions collectives.

Les décrets-lois Flandin et Laval sont abrogés. Un deuxième train porta la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans — une loi d'amnistie — l'Office National du Blé — la dissolution des ligues dites fascistes : Croix de Feu, Jeunesses Patriotes, Solidarité française, Francistes (l'attentat contre Blum du 13 février 1936 avait déjà provoqué l'inter-

diction légale de la Ligue d'Action française et de ses filiales) — la refonte du statut de la Banque de France — la nationalisation des fabrications de matériel de guerre.

Jusqu'à présent, jamais un gouvernement de gauche n'avait innové avec une telle rapidité. Certes les planistes de la C.G.T. pouvaient regretter que l'on n'ait pas entrepris les réformes de structure qu'ils jugeaient nécessaires. Mais les résultats obtenus qui — sur le plan constitutionnel — demeurèrent parfois élargis ou minimisés mais nullement altérés dans la législation actuelle — ne peuvent être expliqués par la seule victoire électorale du Rassemblement populaire dont le programme ne comportait que des promesses pas toujours nettement exprimées. C'est bien le mouvement de juin 1936 qui a déterminé sous le signe de l'urgence la signature des accords et le vote des lois. Et ce qui infirme la thèse d'une agitation commandée de l'extérieur (patronat ou parti communiste) c'est justement que les grèves avec occupation ne cessèrent que vers le 14 juillet — et que deux secteurs où elles se prolongèrent au-delà des accords Matignon ce furent justement la métallurgie parisienne et les grands magasins là où les syndicats furent longtemps en butte à la répression patronale et ici dans le dernier secteur où l'exploitation était la plus rigoureuse — mon témoignage personnel peut y joindre les raffineries Say et Sommier où on eut quelque peine à vaincre l'obstination tyrannique des « grands sucriers ».

Quant aux conséquences économiques de ces grandes réformes sociales, il faut, pour apprécier les jugements sévères des historiens, ne pas oublier que la démagogie électorale — naturellement amplifiée par le parti communiste — fit repousser jusqu'au 28 septembre la dévaluation du franc jugée par tous les spécialistes absolument indispensable, même avant la victoire électorale du Rassemblement populaire et les accords Matignon — Robert Louzon intitulait des notes du 10 octobre 1936 par cette formule fracassante : la dévaluation : sauvetage de l'expérience Blum. Et le 25 octobre 1936, « la R.P. » publiait le compte rendu d'une causerie qu'il avait donnée sur le sujet.

Bien entendu, au cours de cette même année 1936, l'agitation sociale ne cessa pas. Le patronat étudiait sa revanche. Il faut préciser d'ailleurs que les signataires des accords Matignon représentaient les grandes sociétés « monopolisantes » comme le Comité des Forges. Les petites et moyennes entreprises et les artisans furent assez durement touchés par les effets des lois sociales et de la dévaluation. Il se produisit même une réaction au sein de la Confédération Générale de la Production qui changea de tête et même de titre, en devenant Confédération générale du Patronat français. Monatte dénonça dans « la R.P. » du 10 novembre 1936 cette contre-offensive du patronat. Pour apaiser le mécontentement des radicaux — qu'exprimait Joseph Caillaux devenu président de la Commission sénatoriale des Finances, avec une autorité hargneuse, Léon Blum proclama la nécessité de la pause et reprit le projet d'arbitrage obligatoire en cas de conflit du travail — ce qui devait naturellement provoquer notre opposition. Chambelland condamnait le projet dans « la R.P. » du 25 décembre 1936 et Louzon lançait une de ses formules percutantes — ici totalement justifiée par

l'étymologie et l'Histoire : *l'arbitrage, c'est l'arbitraire.*

Cependant de l'article même de Monatte se dégageait une thèse qui, même entre nous, provoqua quelque controverse. Marceau Pivert avait lancé dans *Le Populaire* du 27 mai 1936 une formule qui portait loin : « *Tout est possible* ». Et naturellement, les groupes trotskystes, les communistes oppositionnels de l'École Emancipée, les camarades qui devaient deux ans plus tard former le groupe « syndicalisme lutte de classes » où des anarchistes rencontrèrent les partisans de la Révolution immédiate, exploitant cet appel pivertiste qui justifiait leur opposition principielle au Front populaire — s'efforcèrent de prouver que les chefs avaient une fois de plus trahi la volonté révolutionnaire des masses. Pour nous, certains affirmaient aussi que les accords Matignon ne pouvaient conclure un mouvement d'une telle ampleur. Monatte se félicitait sans doute de cette spontanéité qui avait bousculé les manœuvres des dirigeants des partis, mais il jugeait que les résultats obtenus représentaient des conquêtes inespérées qu'il fallait consolider. Et il terminait par cette phrase : « *C'est la révolution qui commence ? Je ne suis pas aussi ambitieux. Il me suffit de penser que c'est une classe qui reprend confiance en elle.* »

Ce jugement qu'approuvaient la majorité d'entre nous était sans doute le fruit d'une sagesse — qui n'est pas « raisonnable » et modératrice, car elle peut provoquer des courses aventureuses lorsque les événements dépassent nos prévisions comme en juin 1936 — mais il était aussi motivé par la tendance fondamentale qui nous oppose aux « partisans »... même à ceux qui sont les plus proches de nous.

Reprenant confiance en elle, la classe ouvrière devait retrouver sa pleine autonomie dans la revendication, l'organisation et l'action. Une action révolutionnaire pour la prise du pouvoir ne pouvait être menée par les petits groupes oppositionnels. Il fallait — ce que nous redoutions — l'intervention d'un parti puissant par le nombre, efficace par sa militarisation. Nous pouvions sans doute être rassurés : Staline n'était guère disposé à donner des ordres dans ce sens.

Et pour rester dans l'abstrait, les ambitions révolutionnaires des « purs léninistes » — aveuglés par leurs « certitudes » — ne représentaient pas pour nous la « révolution prolétarienne » que nous espérions encore. Il fallait d'abord des syndicats matériellement forts et moralement dynamiques. Les révolutionnaires de bibliothèques et de laboratoires entendaient passer outre. S'ils avaient pu le faire... « concrètement »... nous aurions abouti à une nouvelle dictature sur le prolétariat... léniniste peut-être et non stalinienne... mais le centralisme de Lénine n'a-t-il pas favorisé la mégalomanie d'un Staline ?

Y eut-il relation de cause à effet entre le congrès d'unité de Toulouse en mars 1936 et les journées de juin 1936 ? Monatte eut raison de souligner que sans l'unité syndicale, le grand mouvement aurait sans doute abouti à un échec : la lutte entre des syndicats rivaux et antagonistes aurait empêché toute négociation utile. Au reste, le Front Populaire n'aurait pas tenu dans un tel climat. On peut établir un rapport étroit entre l'atmosphère d'unité politique, la reconstitution de l'unité syndicale et la victoire ouvrière réalisée par les accords Matignon.

Mais il aurait fallu pour assurer des lendemains fructueux que le syndicalisme ait retrouvé son originalité propre. Bien au contraire. Les syndicats de l'industrie privée étaient en mars 1936 minoritaires dans une C.G.T. qui groupait UN million de membres au maximum, parmi lesquels une majorité de fonctionnaires et de travailleurs des services publics.

Après juin 1936, la proportion fut bien plus que renversée. Avant, sur un million de membres, la C.G.T. en comptait plus de 500.000 dans les services publics et les administrations de l'Etat, et seulement 238.000 dans les industries privées, ce qui représentait là approximativement 4,8 % du nombre total des salariés.

Après juin 1936, on comptait dans les industries de transformation 2.650.000 syndiqués, soit un coefficient d'augmentation supérieur à dix (en moyenne pour 100 syndiqués en avril 1936, 1.013 en juillet 1936). Par rapport au nombre total de salariés, nous obtenons les pourcentages de syndiqués de 83 % dans l'Alimentation — 95 % dans les Produits chimiques — 72 % dans le Bâtiment — 73 % dans la Métallurgie.

Malheureusement, ce gigantesque recrutement fut l'effet des accords Matignon et de la victoire du Rassemblement populaire. Nous avons qualifié cruellement de « *promotion Blum* » cet afflux de syndiqués qui ignoraient tout du syndicat, qui prenaient leur carte syndicale dans le même esprit que leur bulletin de vote en mai 1936. On ne suivait pas la voie normale de la section d'entreprise au syndicat local ou départemental — puis à l'Union des Syndicats, à la Fédération industrielle, enfin à la C.G.T. On adhérait à la C.G.T. pour affirmer sa confiance dans le Rassemblement populaire et particulièrement dans les politiciens que l'on retrouvait aux permanences syndicales après les avoir applaudis sur les tréteaux électoraux.

Nous avons voulu prolonger le mouvement dont Monatte avait formulé la signification profonde en proclamant que la classe ouvrière avait repris confiance en elle. Nous aurions peut-être réussi si l'on avait engagé — exclusivement sur le plan syndical — un effort de propagande et de formation de militants. Chambelland avait présenté des propositions précises de ce point de vue aux dirigeants ex-confédérés. Il fut écouté, peut-être compris. Mais des bureaucrates prudents, des administrateurs consciencieux éprouaient toujours la même crainte du « mouvement » qui « déplace les lignes » et bouscule les situations acquises. On préféra composer avec les ex-unitaires qui disposant d'un gigantesque réseau d'Agit-prop purent en quelques jours placer leurs hommes aux postes décisifs. Et les Fédérations des industries privées devenues massives furent colonisées comme l'avait été la C.G.T.U. Seuls pouvaient résister ceux qui avant l'unité — dans les services publics, dans les Mines et dans le Livre — avaient réussi à organiser la majorité de leurs corporants.

Et en 1939, à la veille de la guerre, la C.G.T. avait perdu bien plus de la moitié des membres recrutés dans l'euphorie de la promotion Blum.

Roger HAGNAUER.

PROPOS D'UN FRANC TIREUR

Syndicalisme et politique

La Charte d'Amiens de 1906 demandait aux organisations syndicales d'exercer directement leur action contre le patronat, sans « se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ». C'était la réponse faite à la proposition, formulée par le guesdiste V. Renard, du Textile du Nord, d'une étroite unité d'action entre la CGT et le parti socialiste SFIO dont l'unification remontait à l'année précédente. En fait, derrière cette proposition d'unité d'action, se profilait la vieille thèse guesdiste d'une subordination — à la manière allemande — de la centrale syndicale au parti. Et les leaders d'alors de la CGT, Griffuelhes, Pouget, Merrheim se refusaient à ce que leur organisation devint une simple « courroie de transmission ».

Sans se préoccuper... La formulation de cette volonté d'indépendance des syndicats était sans doute un peu trop rigide. Mais, sous la pression des événements, un assouplissement devait se produire. En 1913, la *Bataille syndicaliste* menait contre la loi des trois ans une campagne parallèle à celle de *l'Humanité* et le meeting du Pré-Saint-Gervais contre la guerre rassemblait à la fois socialistes et syndicalistes. Pendant la guerre, la présence à Zimmerwald de Merrheim, qui avait été l'un des inspirateurs de la Charte d'Amiens, prenait valeur de symbole. Tout en refusant aussi fermement que par le passé l'embrigadement partisan, le syndicalisme révolutionnaire reconnaissait implicitement qu'il lui était impossible de se désintéresser de l'évolution du mouvement socialiste.

Les conflits actuels au sein du PS

Dans un article de la RP de janvier dernier, G. Lamizet nous a entretenus des oppositions entre les idées et les hommes au sein du Parti socialiste.

Il s'est attiré, dans le numéro suivant, une brève mais vive réplique du camarade Divet qui demande que « notre RP reste exclusivement l'organe des syndicalistes libertaires, au-dessus des querelles des partis politiques... ».

Certes il est tout à fait souhaitable que la RP se tienne au-dessus de ces querelles. Mais pourquoi serait-elle exclusivement l'organe des syndicalistes libertaires ? Elle a toujours été, elle est et elle doit rester l'organe de tous les syndicalistes.

Le devenir du PS ne saurait être indifférent aux syndicalistes, même à ceux qui peuvent considérer comme illusoire l'action parlementaire. Les conditions de la lutte ouvrière seraient fondamentalement différentes — je dis bien : différentes, et non pas : plus faciles — avec le PS ou l'Union de la gauche au pouvoir de ce qu'elles sont dans le contexte politique actuel.

Il me semble donc important d'essayer de discerner, derrière ce qui pourrait apparaître au premier abord comme une simple rivalité pour la conquête des leviers de commande, les véritables antagonismes d'options.

Pour Lamizet, les choses sont claires. Il y a d'un côté Rocard, partisan d'une démocratisation des statuts et de la mise au point, « dans la perspec-

tive d'une transformation progressive de la société » d'un programme politique « applicable », susceptible de rallier « tous les travailleurs et tous les citoyens de bonne volonté ». De l'autre côté il y a, unis contre lui dans une coalition suspecte, Mitterrand, Defferre et Chevènement qui risquent de lui réserver le destin manqué d'un Mendès (1).

Mais la situation se présente-t-elle, en noir et blanc, de façon aussi simple ? Si intéressante que soit la contribution de Rocard à la mise sur pied du projet socialiste, il me semble que Lamizet pratique un amalgame un peu sommaire dans l'excommunication. N'y a-t-il pas, notamment, quelque injustice à gommer le rôle de Mitterrand dans le redressement du parti socialiste depuis 1970 ?

Il n'est pas question de souhaiter je ne sais quelle unanimité factice. Mais il faudrait que du Congrès de Metz sorte un PS doté de structures vraiment démocratiques et d'un programme réaliste et crédible. Débarrassé aussi de ses fausses querelles et des procès d'intention.

Les remous au sein du PCF

Pourquoi eux aussi nous laisseraient-ils indifférents ? Qu'une remise en cause aussi importante, même si elle demeure minoritaire, même si on essaie de l'étouffer par le silence ou la calomnie, puisse se produire au sein du PC sans entraîner l'exclusion immédiate et infamante des hérétiques, qui aurait jamais pu y croire !

Jean Elleinstein avait déjà, en avril dernier, dans une série d'articles du *Monde* intitulée *Du XXII^e Congrès du PCF à l'échec de la gauche* accroché le grelot de la contestation. Il vient de récidiver — toujours dans le *Monde*, puisque, nous dit-il, « je n'ai pu écrire une seule ligne dans *l'Humanité* depuis le mois de mars 1978. J'ai été critiqué, traîné dans la boue par ce journal sans pouvoir une seule fois répondre aux injures fondées sur des citations truquées ou reproduites d'après des textes de seconde main... ».

Tout le reste est de la même veine. Evoque-t-il la « voie démocratique vers le socialisme » préconisée par le Parti : « Oui ! mille fois oui ! Mais elle implique qu'on reconnaisse qu'il s'est agi jusqu'à présent d'une voie dictatoriale vers le socialisme ».

Parle-t-il des attaques incessantes de son parti contre les socialistes : « Loin de diminuer, l'antisocialisme primaire coule à flots dans les colonnes de *l'Humanité*. On se croirait revenu en 1932, époque où le PCF dénonçait le social-fascisme... ».

Alors, pourquoi ne pas quitter ce parti sur lequel il tire ainsi... à boulets rouges : « Eh bien non, non et non ! Le parti communiste français n'est pas la propriété de sa direction et des quelques hommes, tels Gaston Plissonnier et Georges Gosnat qui le dirigent pratiquement depuis trente ans. Je ne me sens pas moins communiste qu'eux, même si je me fais une autre idée du communisme que celle venue de Moscou ».

Il n'est pas — ou plus — question pour Elleinstein d'essayer de dégager un quelconque bilan « plutôt positif » du socialisme en URSS. Pour un peu il parlerait comme Plekhanov de « socialisme de l'Empire des Incas ». L'URSS est vraiment pour lui l'anti-

modèle ; et le grand drame de l'Europe occidentale a été la bolchevisation de ses partis communistes à l'image du PC russe.

Certains de nos camarades hausseront les épaules : Tout cela se terminera malgré tout par l'exclusion... Et puis, il ne s'agit que d'une poignée d'intellectuels... Le reste du parti serrera les rangs...

Voire ! Est-elle entièrement composée d'intellectuels cette cellule de Montivilliers, près du Havre, qui a décidé de diffuser un contre-projet de résolution de quarante pages et souhaite le voir discuter contradictoirement avec le document élaboré par le Comité central du PCF - La requête a été évidemment déclarée irrecevable par G. Plissonnier. Mais si les rebelles refusent de s'incliner ? Et si d'autres suivent l'exemple ?

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis la mort de Staline. Les dirigeants actuels du PCF sont dans une certaine mesure prisonniers de cette ouverture qu'ils ont tant tardé à pratiquer et dont ils auraient aimé évidemment qu'elle demeurât beaucoup plus théorique. Mais d'aucuns les ont pris au mot — comme les dissidents soviétiques prenant à la lettre la déclaration d'Helsinki imprudemment signée par Brejnev.

D'autre part, il n'est plus aussi facile qu'autrefois de faire passer l'évangile du Parti. La télévision que

nous avons souvent tendance à dénigrer y a peut-être contribué. Marcel Mermoz nous dit, de façon savoureuse : « Avant, dans toutes les usines, la télé, c'était nous les militants... On lisait *l'Huma* et, le matin, au casse-croûte, on commentait l'actualité pour les types qui ne lisent jamais, on leur expliquait l'événement vu à travers les lunettes marxistes. Maintenant, quand le militant déconne, il y a toujours un gars pour lui dire : « Tu déconnes, j'ai vu à la télé hier soir... ». Dans la faiblesse du Parti communiste aujourd'hui, il y a aussi la télé... » (2).

Bien sûr, il y a et il continuera à y avoir chez beaucoup de militants un réflexe de défense instinctif. Mais certains d'entre eux et les simples sympathisants, plus encore bien sûr, commencent à s'interroger. Et cela, c'est important.

Il n'est pas question de cultiver l'illusion. Le PC s'en sortira encore, ça ne fait pas un pli. S'en sortira-t-il indéfiniment ? Ça c'est autre chose.

Nous guetterons, en attendant, ces toutes petites lueurs dans la nuit.

Y. SANTEUIL.

(1) Il n'était pas question de Mauroy dans l'article de Lamizet : le rapprochement entre les deux hommes a peut-être quelque peu estompé ses appréhensions.

(2) M. Mermoz : *L'autogestion c'est pas de la tarte* (Editions du Seuil), 45 F.

D'ABORD LES 35 HEURES

C'était dans l'été 1905. J'étais petit garçon. De passage à Paris, ma mère et moi, nous prenions le frais avec un ami sur l'impériale de l'omnibus qui, de la Bastille, faisait les boulevards par la gare de l'Est et la place Clichy. En passant à la République, je suis frappé par le spectacle d'une immense banderole barbant toute la façade de la Bourse du Travail et je déchiffre : « *A partir du 1^{er} mai 1906 nous ne travaillerons plus que 8 heures par jour.* » Cette banderole est restée gravée dans ma mémoire d'enfant. Si l'on sait que dans ce temps-là la journée était de dix heures et plus, il est évident que la revendication des huit heures avait quelque chose d'utopique. Et pourtant il a fallu moins de vingt ans pour qu'elle prenne force de loi.

Aujourd'hui que, par millions, les travailleurs sont jetés sur le pavé sans l'espoir de retrouver jamais d'emploi, je suis profondément choqué que les centrales ouvrières ne se lancent pas avec ensemble dans une vaste campagne de réduction du temps de travail. De toute façon, on sera tôt ou tard obligé d'y venir. Et pas seulement deux ou trois heures par semaine, mais deux ou trois heures par jour ! Dût-on, pour cela transformer la société de fond en comble. Alors seulement se résorbera le chômage. De fait, la société ne sera pas vraiment socialiste avant que ne soit instaurée la journée de quatre heures, en attendant mieux. Alors, non seulement, grâce à la demi-journée de travail socialement nécessaire, tout le monde aura un gagne-pain, même modeste, mais en même temps, chacun pourra s'adonner à sa vocation, parfaire sa formation, poursuivre sa marotte ou se lancer dans une production personnelle ou dans l'aventure. (Sous le mot d'ordre « Etre libre de gérer son temps », Jacques Delors a sur ce dernier sujet des propos pertinents dans le *Nouvel Observateur* du 8 janvier.)

Quel remède le patronat propose-t-il au chômage ?

Aucun ! Ce qui ne l'empêche pas de proclamer chimérique une réduction du temps de travail. On voit tout de suite où le bât blesse : ces messieurs savent bien que les travailleurs n'admettront pas une réduction simultanée du salaire. A mon avis, pour sortir de l'impasse, ce problème devrait être traité de façon réaliste. Jusqu'à présent, toute réduction de la durée du travail s'est accompagnée d'une augmentation corrélative de la productivité. Nous devrions admettre en principe une réduction simultanée des salaires là où le rendement aurait sensiblement diminué, étant entendu que ceux du bas de l'échelle ne bougeraient pas, ce qui nous rapprocherait du salaire unique. La question ne manquerait pas de se poser en cas d'une forte réduction du temps de travail. On peut par exemple imaginer qu'en gros une réduction de 20 % des heures entraînerait un déficit de 10 % du rendement. Mais nous n'en sommes pas encore là. Je pose seulement le principe ; aux syndicats de répondre.

Pour le moment, un premier pas s'impose : les 35 heures. Elles ne risquent pas de poser le problème du rendement. Il en est question, timidement, dirait-on. Que toutes les organisations ouvrières ne se lancent pas dans la bagarre pour les arracher à bref délai me confond. Seraient-elles à ce point démorales par la conjoncture ? Trouvent-elles que l'enjeu ne vaut pas le coup ? Ou bien la base serait-elle réticente ? Les sidérurgistes allemands ont fait, pour l'obtenir, une grève retentissante. Il est vrai que cela a été un échec, partiellement compensé par quelques concessions. Les Français n'auraient-ils pas dû sauter sur l'occasion pour faire cause commune ?

On objectera peut-être que les 35 heures n'allègeront pas sensiblement le chômage. Je ne les envisage aussi que comme un premier pas, pour amorcer un mouvement de plus grande envergure. Il s'agit de créer une dynamique.

Jacques RECLUS.

LETTRE D'AMÉRIQUE

Impressions du Guatemala (suite)

Le Guatemala, comme la plupart des pays d'Amérique latine, s'est libéré de la tutelle espagnole depuis le début du XIX^e siècle (1821). Pourtant il n'a pas encore su rompre, à ce jour, avec les pratiques les plus défavorables du gouvernement à l'espagnole qui sont l'inefficacité, la corruption, l'obscurantisme et la brutalité. Libéraux ou franchement réactionnaires les Présidents qui ont gouverné le Guatemala depuis 1945, sont retombés, à des degrés divers, dans ces anciens errements, non sans dommage pour le pays et souvent pour leur propre carrière. Même le plus populaire, le plus progressiste et sans doute l'un des plus honnêtes présidents qu'ait eu le Guatemala, Juan José Arévalo, porté au pouvoir en 1945 par une majorité de 85 % des voix, n'a pas échappé totalement à ces travers. Dès le début de son mandat, et contrairement à la constitution, il n'a pas hésité à faire déporter les candidats qui s'étaient opposés à lui pendant la campagne électorale présidentielle. Chose plus grave encore il ne chercha ni à découvrir ni à poursuivre les assassins de son chef d'Etat-Major général, Francisco Javier Arana, qui avait l'intention de se porter candidat aux prochaines élections présidentielles avec l'appui de la droite. Il semble évident aujourd'hui qu'il évita de faire la lumière sur ce meurtre pour la bonne raison que les hommes de main qui avaient fait le coup avaient reçu leurs ordres du Colonel Arbenz, alors ministre de la Défense Nationale, qui devait succéder à Arévalo. Les Etats-Unis, par le truchement de la CIA, firent alors proclamer dans le monde entier que les réformes constitutionnelles, agraires et sociales, proposées par Arévalo et plus tard par Arbenz, étaient inspirées par les communistes qui n'allaient pas tarder à exercer la totalité du pouvoir dans un pays situé à moins d'une heure de vol du canal de Panama. Il est difficile de dire si ces craintes étaient vraiment fondées et si le Guatemala, plus de cinq ans avant Cuba, risquait vraiment de devenir un satellite de la Russie soviétique, même dans le cas où un communiste aurait accédé à la Présidence du pays. Ce qui est sûr c'est que les réformes démocratiques, proposées par Arévalo et souvent maladroitement mises en vigueur par Arbenz, visant à mettre fin à la domination du gouvernement et des secteurs-clés par les intérêts économiques des firmes étrangères et des grandes familles locales, n'étaient pas plus « socialistes » ou « communistes » que le *New Deal* de Roosevelt et ne constituaient en vérité qu'une tentative modeste de mettre fin à un système archaïque, injuste, de répartition du produit national. Selon certains bons connaisseurs de cette période de l'histoire récente du Guatemala, si Arbenz fut finalement renversé en juin 1954 par Castillo Armas, appelé par l'armée, c'est moins à cause des intrigues étrangères que du fait qu'il n'avait plus la confiance du peuple. En effet Arbenz, comme la plupart des « progressistes » guatemaltèques, appartenant à la petite bourgeoisie locale, n'osa pas vraiment faire confiance au peuple, faire appel à son appui, pour sauver le régime démocratique, en lui distribuant des armes, avant qu'il ne soit trop tard. D'ailleurs au moment de l'affrontement final avec les forces de la réaction Arbenz pensa d'abord à sa sécurité personnelle, en

cherchant refuge dans une ambassade, plutôt que de tenter de mobiliser une milice populaire qui aurait pu tenir l'armée en échec.

Depuis 1954 le Guatemala est gouverné par une succession de Présidents, eux-mêmes militaires de carrière ou bien appuyés par l'armée, dont les cadres supérieurs ont souvent été formés aux Etats-Unis. Leur politique est, dans l'ensemble, conservatrice et ils prennent bien soin de ne pas même paraître menacer les intérêts de la classe possédante dont la fortune repose sur l'existence d'une main-d'œuvre abondante, jeune et à très bon marché. Le Président actuel du Guatemala, le général Romeo Lucas Garcia, encore un militaire, a été élu, l'été dernier grâce à l'appui du très réactionnaire Mouvement de Libération Nationale, fondé par Castillo Armas en 1954, et du libéral Parti Démocratique. Son gouvernement, de tendance modérée, doit tenir compte de l'existence de forces politiques progressistes dans le pays qui s'expriment à travers les syndicats et des partis légaux tels la Démocratie chrétienne et le Parti Révolutionnaire ainsi que par l'armée clandestine des pauvres « El Ejercito guerrillero de los Pobres ». Il en résulte une curieuse situation, pleine de contradictions où se côtoient des éléments de type fasciste dans l'armée et la police, pratiquant arrestations arbitraires, séquestrations suivies souvent de disparitions et d'assassinats purs et simples d'opposants à l'ordre établi, une presse relativement libre et une opposition organisée.

Ce qui demeure, au Guatemala, et résulte des contradictions au milieu desquelles se débat le pays c'est une population illettrée à 70 % — on voit peu de livres et de journaux même dans les villes —, une espérance de vie de l'ordre de 43 années alors qu'elle atteint 76 ans pour les femmes américaines, et aussi l'existence d'une guérilla persistante dans les « sierras » et d'actions punitives et de propagande menées par l'armée clandestine des pauvres dans diverses régions du pays. *Amnesty International* et la presse mondiale dénoncent à intervalles réguliers le climat de violence qui règne au Guatemala. La police et l'armée continuent pourtant à faire disparaître, c'est-à-dire bien souvent à assassiner les opposants les plus gênants, syndicalistes, enseignants, intellectuels, membres du clergé. Le 31 décembre 1978 un grand journal de Mexico rapportait que plus de mille assassinats politiques avaient été commis pendant l'année au Guatemala, meurtres auxquels il convient d'ajouter un nombre indéterminé, mais considérable, de disparitions de jeunes étudiants de gauche. Dans la seule nuit de Noël 1978, par exemple, on a trouvé près de la capitale cinq cadavres portant des marques de tortures, achevés d'un coup de grâce.

Voilà, en gros, ce que l'on apprend sur la réalité du Guatemala d'aujourd'hui lorsqu'on cherche à se documenter, qu'on lit les journaux et qu'on interroge les gens. Pourtant le spectacle qu'offre le pays au voyageur pressé, au touriste satisfait que le spectacle de la misère partout présente ne trouble pas trop, est à la fois coloré, vibrant, d'une beauté grandiose et pourtant apaisante dès que le regard se porte au-delà des tristes agglomérations où s'entassaient dans la poussière de leurs gourbis ou de leurs

médiocres demeures toute une humanité où la jeunesse domine.

Guatemala est une grande petite ville de plus d'un million d'habitants qui s'étend, sur une superficie considérable, dans une vallée très ouverte entourée à distance de montagnes et de volcans. Elle possède tous les attributs obligatoires et symboliques d'une capitale, Palais gouvernementaux, musées, églises, université, centre administratif ultra-moderne, gratte-ciels modestes mais imposants où les grandes compagnies ont leur siège social, aéroport enfin où font escale des avions de toutes tailles dont les longs courriers en route vers l'Amérique du Sud. Pourtant, situé presque en pleine campagne l'aéroport est facilement accessible par de tranquilles avenues où l'on ne voit rien qui approche l'intensité de la circulation automobile des grandes villes européennes, ni la tension et l'agitation frénétique de Kennedy à New York.

Puis, au-dessus de tout cela, il y a le soleil des tropiques et le bleu profond du ciel qui parent de leurs prestiges les plus minables quartiers. Le spectacle de la rue aussi est si divers, si animé, la foule est si bigarrée, les types les plus divers s'y côtoient d'une façon si spontanée, du pur maya en costume traditionnel, au blond viking barbu en short, qu'on fait moins attention aux enfants faméliques jouant dans les ruisseaux et aux pathétiques vieillards qui mendient, lovés dans une couverture déchirée, dans l'embrasement d'une porte.

L'endroit le plus spectaculairement beau du Guatemala, à mon avis, est sans doute l'ancienne capitale — *Antigua* — qui, aujourd'hui encore, comme elle l'a fait bien souvent pendant les quatre siècles de son histoire, relève ses ruines. Le site est admirable. La ville a été construite, sur un plan géométrique, dans une étroite vallée bordée de montagnes, au pied du cône parfait du volcan *Agua*, qui domine la ville de près de 2.500 mètres. Entre 1543 et 1773 les Espagnols et les ordres religieux multiplièrent les palais, les églises et les couvents dans la capitale. Il n'y a pas, à Antigua, de pâté de maisons qui n'ait son église, son couvent ou, au moins, sa chapelle. Plus de 80 édifices religieux y subsistent, souvent sous forme de ruines il est vrai. Mais l'énorme couvent des Franciscains s'enorgueillit encore de beaux restes, comme l'Eglise des Capucins et le couvent de la *Nerced*. De plus de vastes demeures patriciennes, dont les pièces s'ouvrent sur un jardin intérieur verdoyant, orné de fontaines et entouré d'arcades à la manière des cloîtres médiévaux, ne se comptent pas. Nombre d'entre elles ont été rénovées avec goût et sont souvent habitées par de riches étrangers. Les rues, pavées à l'ancienne ne sont guère propices à la circulation automobile et le visiteur s'en réjouit car il peut ainsi savourer les plaisirs de la flânerie dans le calme des places et des ruines de cette vieille ville coloniale au charme désuet. Bien qu'on puisse parcourir Antigua d'une extrémité à l'autre en une demi-heure, la ville avait été conçue pour abriter jusqu'à 80.000 habitants. Elle n'en compte plus guère que 20.000 aujourd'hui et le visiteur a la surprise de découvrir à cinq minutes du centre, au bout d'une rue rectiligne qui vire brusquement dans la campagne, une plantation de café en pleine activité. Dans une autre direction, à deux pas de la Place d'Armes, où s'élève encore le somptueux Palais des Gouverneurs, et les restes de la Cathédrale jouxtant l'Uni-

versité San Carlos, c'est le marché. Grouillant comme un souk arabe, les Indiens y offrent aux chalands fruits et légumes du pays ainsi que les produits multicolores de leur artisanat.

Le paradoxe d'une ville comme Antigua c'est qu'elle tire son charme de sa décadence même. C'est l'échec — et non les réussites — de l'hispanisation, de la christianisation — le catholicisme s'est maintenu jusqu'alors grâce à ses compromis avec le paganisme et aux persécutions dont son clergé a été l'objet à diverses reprises de la part des pouvoirs politiques qui l'ont rendu sympathique aux pauvres — l'échec relatif aussi de la modernisation qui en font un lieu privilégié. Le citadin surmené, surexcité, hypertendu et dépersonnalisé croit y retrouver un climat plus serein, mieux accordé aux rythmes naturels du jour et de la nuit, des saisons de l'année et de celles de la vie que dans les métropoles robotisantes où il doit gagner sa vie.

Les Indiens, cultivant leurs champs de maïs au flanc des collines, tissant, peignant inlassablement dans leurs huttes, transportant à dos d'homme leurs produits et leurs provisions, nous donnent un exemple qui doit nous faire réfléchir. Depuis le XVI^e siècle nous avons cru, nous autres Européens, qu'il fallait faire entrer les peuples des mondes nouveaux, qu'exploreraient voyageurs, militaires, missionnaires et commerçants, dans la modernité, la division du travail, la centralisation, la consommation. Et pourtant, aujourd'hui encore, d'importants groupes d'Indiens d'Amérique latine nous démontrent qu'on peut survivre, se développer, persister dans son être et affirmer son identité propre tout en restant en marge de ce qu'il est convenu d'appeler le « Progrès ». Au Guatemala de bons observateurs, ayant longuement vécu dans le pays et l'ayant soigneusement étudié, en sont arrivés à la conclusion que l'avenir de la région est, et sera de plus en plus, dans les mains des Indiens et non pas des « Européens » ou des « Ladinos ». C'est une hypothèse séduisante à bien des égards. Les Indiens représentent la véritable classe ouvrière du pays, la classe travailleuse, directement créatrice de richesses par ses efforts et son ingéniosité. Classe exploitée, pressurée, elle s'est rendue tout à fait indispensable à ses exploitateurs qui ne subsisteraient pas six mois s'ils devaient se passer de ses services. On peut supposer que, tôt ou tard, la dialectique du maître et de l'esclave jouera dans le pays et que le pouvoir changera radicalement de mains.

Mais ce qui me paraît plus intéressant et plus important encore, de notre point de vue syndicaliste révolutionnaire, c'est que, comme Monatte aimait à le répéter, l'essentiel n'est pas de prendre le pouvoir mais de s'en servir à des fins valables. Or les Indiens d'ascendance Maya, comme nous le notions plus haut, ne sont ni compétitifs, ni autoritaires, leurs valeurs communautaires sont plus véritablement « humaines » que celles des « Européens » et des « Ladinos ». Ils sont donc mieux équipés que quiconque pour développer une société libertaire, décentralisée, qui serait aussi différente par son organisation et ses valeurs de la société bourgeoise compétitive et hiérarchisée qu'on puisse souhaiter.

Croire une telle évolution non seulement plausible mais probable n'est-ce pas céder, plus ou moins consciemment, à une sorte de romantisme primitiviste dont nous avons tous subi l'influence depuis Rousseau ? Les Indiens du Guatemala, enfermés dans leurs

particularismes de village, isolés par les distances, coupés les uns des autres par l'absence d'une langue commune, affaiblis par l'alcoolisme, manifestent naïvement beaucoup d'admiration et de respect pour leurs colonisateurs et leurs auxiliaires. Ils célèbrent encore dans leur folklore la conquête — leur défaite — comme une victoire. Ils n'ont sans doute pas encore pris pleinement conscience de leur grande supériorité humaine et morale sur la bourgeoisie dominante. De plus on peut se demander si le mode de production agricole et artisanal archaïque des Indiens, leur système d'organisation communautaire et décentralisé, pourraient vraiment constituer un modèle valable pour les multitudes entassées dans les mégapoles du monde occidental. On voudrait parfois le croire, mais on a peine à s'en persuader.

50 millions de revolvers !

Je signalais au passage, dans ma lettre d'Amérique parue dans la RP de décembre 1978 que, aux Etats-Unis, la plupart des familles bourgeoises résidant dans les faubourgs possèdent un véritable arsenal chez elles. Cela a sans doute paru surprenant à certains, pourtant c'est un fait qui ne manque pas d'explications. D'abord c'est peut-être l'héritage des mœurs du Far West qui tiennent une si grande place dans la mythologie et l'imagination des Américains. Peut-être aussi est-ce parce que posséder des armes, porter des armes était, traditionnellement, le privilège des anciennes classes dirigeantes que la bourgeoisie américaine prend parfois comme modèle. C'est également parce que le droit de s'armer est souvent considéré comme la garantie de l'indépendance et de la liberté des individus.

Mais je ne surprendrais personne en disant que la fabrication et la vente des armes légères, en particulier des pistolets, constitue une grosse et très profitable affaire aux Etats-Unis. Les fabricants d'armes et de munitions sont très organisés et disposent de très efficaces groupes de pression qui ont réussi jusqu'à ce jour à empêcher qu'aucune proposition de loi réglementant la fabrication, la vente et l'achat des revolvers ne soit discutée par le parlement.

L'une des organisations qui font campagne en faveur du droit de posséder des armes s'appelle la *National Rifle Association* qui bénéficie sous forme de contrats de publicité pour son magazine *The American Rifleman* de subventions des fabricants d'armes de l'ordre de 100.000 dollars par mois.

Selon un sondage Harris 80 % de la population serait en faveur d'un strict contrôle des armes individuelles, 71 % de ceux qui possèdent des armes seraient du même avis et seulement 18 % seraient opposés à toute réglementation.

Il y aurait 50 millions de revolvers dans les mains de la population américaine, ils causent 20.000 morts par an, 120.000 blessés et 500.000 incidents violents. Saviez-vous qu'alors que 46.121 Américains mouraient au Vietnam du fait de la guerre, pendant la même période 84.644 personnes étaient tuées, dans le privé si l'on peut dire, aux Etats-Unis à coups de revolver.

Le sénateur Edouard Kennedy apporte son appui à la coalition nationale pour l'interdiction des revolvers — des seuls revolvers, car 90 % des crimes commis avec des armes à feu le sont avec des revolvers. Le président Carter pendant sa campagne électorale avait promis de déposer un projet de loi réglementant sévèrement le marché du revolver. Rien n'a été

fait encore et les Etats-Unis demeurent le seul grand pays moderne qui n'ait pas légiféré en cette matière. Bien que les possesseurs de revolvers soient deux fois plus exposés que les autres, à mourir de mort violente ! Souvent les victimes du maniement inconsidéré des armes à feu sont des enfants et il est évident que les êtres humains étant ce qu'ils sont, sujets à la colère, vindicatifs parfois même enragés si l'on met une arme dangereuse à portée de leur main ils seront un jour ou l'autre tentés de s'en servir avec les conséquences fatales qu'on imagine.

Mais la combinaison de la peur qui règne dans les faubourgs opulents, la tradition violente du Far West et une conception discutable des droits du citoyen à se défendre, font que le commerce des armes individuelles reste florissant aux Etats-Unis et que le gouvernement s'abstient d'intervenir.

Américain = Riche ?

Beaucoup de jeunes étudiants américains avec qui j'ai l'occasion de parler après leur retour d'un séjour en France sont surpris d'avoir découvert qu'encore aujourd'hui, pour nombre de Français, Américain et Riche sont synonymes. Certes la plupart de ces étudiants sont habitués à un niveau de vie qu'on qualifierait de « bourgeois » en France, ce qui ne signifie nullement d'ailleurs qu'ils appartiennent à ce que nous appellerions la bourgeoisie possédante en France. Ils viennent presque tous de la classe moyenne salariée, qui n'est au fond qu'un prolétariat bien payé, dont la situation est fort précaire dès que l'économie donne des signes de fatigue et que l'expansion se ralentit.

Selon une étude publiée récemment par William W. Winpisinger, Président du syndicat des travailleurs de l'aérospatiale, la concentration des capitaux et des biens de production dans un nombre de mains de plus en plus réduit n'a pas cessé de se poursuivre depuis la fin de la guerre de Sécession. Une centaine de grandes compagnies, assure-t-il, dominent l'industrie américaine. 4 % de la population adulte dispose d'un capital de 300.000 francs ou plus, tandis que 1 % de la population possède le quart de l'ensemble des biens qui sont la propriété de l'ensemble de la population. A l'autre extrémité de la courbe 25 millions de personnes doivent vivre avec des revenus inférieurs au minimum vital fixé à 30.000 francs par an par le gouvernement.

Après avoir vendu tout ce qu'ils possèdent et avoir payé leurs dettes neuf Américains sur dix se retrouveraient avec moins de 150.000 francs à leur disposition et, en réalité, plus de la moitié de la totalité de la population placée dans cette situation ne recevrait pas plus de 15.000 francs.

En même temps la fiscalité a évolué de telle façon que les grandes compagnies paient de moins en moins d'impôts tandis que les salariés sont de plus en plus lourdement taxés. Selon l'étude de Winpisinger alors que les grandes sociétés anonymes payaient 27 % de la totalité des impôts en 1950 elles n'en payaient plus que 16 % en 1970.

L'écart important qui existait dans les années 1950 entre le niveau de vie du salarié américain moyen et son homologue européen s'amenuise chaque jour. On affirme même couramment aux Etats-Unis que le revenu moyen des salariés des pays scandinaves, de l'Allemagne de l'Ouest, de la Suisse a d'ores et déjà dépassé celui des salariés américains.

Pierre AUBERY.

SYNDICALISME ET ENSEIGNEMENT PUBLIC

Point de vue d'un majoritaire

Dans un des derniers numéros de la « RP », la mémoire de René BONISSEL était saluée à l'occasion de sa disparition malheureuse. C'était nécessaire. En effet, pour les militants de l'unité syndicale le nom de Bonissel est associé à celui de Valière pour citer la motion sur laquelle a reposé le refus de la Fédération de l'Education Nationale d'accepter la scission syndicale, et tout particulièrement du Syndicat National des Instituteurs.

L'action pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique (MSUD) des années 55 reposait sur les mêmes buts et les mêmes principes. Aussi, je ne comprends pas les restrictions apportées au salut à Bonissel. Quels furent les combats importants, sources de désaccord ? Des explications, des précisions étaient nécessaires. L'histoire du syndicalisme unitaire de l'enseignement n'est-il pas la preuve des difficultés de l'unité, mais également un motif d'espoir ?

Ce qui fonde l'objectif du redressement syndical et qui est cœur de nos débats concerne au premier chef le mouvement syndical ouvrier au sens strict, divisé, affaibli depuis la scission de 1948. Elle ne concerne pas ce que représentent la Fédération de l'Education Nationale et ses militants.

Rien n'est parfait, en particulier l'attitude de la fraction communiste à l'intérieur de la FEN l'amène constamment au bord de la rupture. Les exemples abondent du refus de respecter les décisions prises par la majorité et des tentatives de faire vivre à côté de la FEN une organisation-bis.

La presse et les « media » en général sont souvent gênés par ce phénomène socio-politique unique dans notre pays : une organisation où cohabitent tous les courants de pensée ! La droite anti-laïque apprécie peu de voir cette organisation implantée précisément parmi les personnels de l'Education Nationale, à 80 %.

En effet, la force de l'orientation de la FEN et du SNI poursuit et approfondit l'œuvre de Forestier, de Rollo, de Bonissel et de beaucoup d'autres, malgré ces obstacles et ces convergences contre elle. La « RP » ne pourra développer son influence sans prendre en compte l'activité des syndicalistes UID (1) qui, concrètement, animent la seule organisation unitaire existante, Comment lutter pour la victoire de l'indépendance syndicale sans partir de ce qui existe ? Qu'y a-t-il d'autre ? Pour des raisons propres à l'histoire du syndicalisme chrétien, l'existence du SGEN maintient, face à la FEN, une volonté de division, une confusion de l'engagement syndical et de l'engagement politique, idéologique. Cette existence, renforcée par l'attitude insupportable d'U et A (1) dans certains secteurs n'en demeure pas moins très minoritaire.

Produits attardés de la scission de l'ancienne CGT, les syndicats CGT et CGT-FO dans l'Education Nationale retardent d'autant plus la réalisation de la réunification syndicale.

La FEN, elle, n'est pas une simple fédération autonome. Ce n'est pas non plus un cartel de syndicats. C'est la Fédération des Syndicats nationaux de l'enseignement public qui luttent pour la réunification syndicale.

C'est ainsi que, comme introduction à la rubrique sur les questions syndicales de l'enseignement que les camarades de la « RP » ont bien voulu me proposer, je tiens à exprimer mon attachement indéfectible au passé et à l'avenir de la FEN. Nous en sommes toujours à la motion Bonissel-Valière.

F. CHAINTRON.

(1) Pour les lecteurs non initiés aux tendances de la FEN : UID veut dire Unité, Indépendance, Démocratie. C'est la tendance majoritaire. U et A (Unité et Action) est la tendance dirigée par les communistes et qui suit toutes les fluctuations de la politique du PCF. Une troisième tendance, celle de l'Ecole Emancipée, réunit des militants trotskistes, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires (elle est elle-même divisée en deux sous-tendances).

PARMI NOS LETTRES

Un poids en moins sur l'estomac

de J. TEILHAC (Perpignan).

Merci à Yves Delaunay de m'apprendre que Mgr Riobé militait à AMNESTY INTERNATIONAL. Membre moi-même de cette organisation, je l'ignorais.

AMNESTY INTERNATIONAL, dans sa Chronique mensuelle, a récemment rendu hommage à un de ses anciens présidents auquel, curieusement, a été décerné le prix Lénine — oui, je dis bien et vous avez bien lu : le prix Lénine ! Mais elle n'a pas eu un mot pour l'évêque d'Orléans — qui n'était pourtant pas n'importe qui — et il a fallu que ce soit dans la RP que ce mot soit dit.

Loin donc d'apparaître au mécréant que je suis comme une provocation, cet hommage à Mgr Riobé, je le salue comme une réparation et je suis heureux de le faire dans la RP. Et doublement heureux car me voici du même coup dédommagé de l'impossibilité dans laquelle j'ai été d'exprimer dans la Chronique d'AMNESTY INTERNATIONAL mon indignation quant au scandaleux prix Lénine que son président-fondateur a cru bon d'accepter et dont l'exécutif actuel de l'organisation a eu le front de le féliciter, tout juste quelques semaines après que André Tverdokhlebov, secrétaire de la section russe d'AMNESTY INTERNATIONAL, ait été libéré d'une peine d'assignation à résidence en Sibérie pour « diffusion de calomnies anti-soviétiques ».

Oui, comme le dit Yves Delaunay, le combat de Mgr Riobé s'apparentait à notre combat. Et pour moi, tout particulièrement, le combat de Mgr Riobé, c'était « mes oignons ». Et les stupéfiantes félicitations d'AMNESTY INTERNATIONAL pour un prix décerné par les seigneurs du pays du goulag, c'est aussi « mes oignons » ! « Oignons » d'une autre espèce, certes, plus difficiles à digérer. Mais je sens que d'avoir trouvé une tribune pour le dire, j'ai soudain l'estomac plus léger.

A travers les revues

L'HISTOIRE, revue mensuelle (Editions du Seuil), n° 1, mai 1978 - n° 9, février 1979. Le n° 10 F.

L'ambition de cette nouvelle revue est de donner à un large public « un moyen d'information permanent sur tout le champ de la recherche historique ». Son histoire se veut « sans frontières » dans le temps et l'espace et « ouverte » à toutes les écoles historiques.

Elle s'est assuré le concours d'éminents collaborateurs : Georges Duby, Philippe Ariès, Emmanuel Le Roy Ladurie — pour ne citer que des Français et seulement quelques-uns d'entre eux.

L'histoire ouvrière et l'histoire du socialisme n'ont pourtant tenu, dans les premiers numéros qu'une place assez modeste.

Une part un peu plus grande leur a été réservée dans les deux derniers numéros. Le plus récent, le n° 9 renferme une étude d'Hélène Carrère d'Encausse sur *Staline et les minorités en URSS*. Cette spécialiste des problèmes de l'Islam soviétique a été rendue brusquement célèbre, il y a quelques mois par son ouvrage *L'Empire éclaté* (1) consacré à l'étude des forces nationales centrifuges en URSS. Dans son article de *L'Histoire*, elle met à nu le machiavélisme de la politique pseudo-libérale de Staline à l'égard des nationalités.

Mais le texte qui a le plus retenu mon attention a été la tribune libre de Jean Bruhat, dans le n° 8, à propos de l'ouvrage collectif *L'URSS et nous*, publié par les Editions sociales.

J'avais eu l'occasion d'indiquer, incidemment, dans la *RP* de décembre dernier comment, dès 1946, c'est-à-dire à l'apogée du pouvoir de Staline, Bruhat avait réussi à présenter, sans le caricaturer, le problème de l'antagonisme entre Staline et Trotsky.

On retrouve, accentuée, dans son article, cette ouverture d'esprit. Evoquant la période « lyrique » de son adhésion au Parti (en 1925), il confesse avoir été préalablement influencé par le syndicalisme révolutionnaire et la lecture de Sorel : « Cela m'avait conduit à fréquenter la Librairie du travail et à rencontrer Pierre Monatte qui m'avait précédé au Collège auvergnat de Brioude [et] était l'un des plus glorieux survivants de l'ancienne CGT ». Un peu plus loin, il parle d'Amédée Dunois « qui fut un peu mon maître en socialisme ».

Plus tard vinrent « les temps de l'aveuglement ». Refusant de « battre [sa] coulpe sur la poitrine d'autrui », il s'efforce « d'expliquer le dévoiement de l'esprit critique qui a été de notre fait ». A propos des procès de Moscou, frappant des hommes que, pourtant, il avait admirés, il reconnaît avoir trop facilement accepté l'accusation de trahison formulée contre eux. « C'est là que s'ouvrait la faille. Mais n'y avait-il pas pour nous... l'exemple de la Révolution française et pourquoi donc, en URSS n'y aurait-il pas eu un Dumouriez-Toukatchevski, un Danton-Zinoviev, etc. ? ».

Les révélations de Khrouchtchev au 20^e Congrès du PCUS en 1956 constituèrent pour lui le réveil. Il est pourtant resté au Parti. Il se veut optimiste en ce qui concerne l'avenir : « On ne peut arrêter le mouve-

ment de la réflexion critique. De loin, on peut encore avoir une impression de monolithisme. En fait « ça bouge » et, toutes proportions gardées, on songe à Galilée : « Et pourtant, elle se meut ». Deux pas en avant, un pas en arrière, peut-être. Cela fait quand même un pas en avant ».

La contestation de Bruhat reste évidemment bien modeste. Elle méritait néanmoins, je crois, d'être signalée.

Y. D.

ENTRE NOUS

Nous ne donnons pas que de bonnes nouvelles dans cette rubrique où nous parlons à cœur ouvert avec nos amis lecteurs. C'est sans doute réconfortant de constater — comme vous le ferez probablement en lisant ce numéro — que la vie de notre « RP » ne semble pas menacée si l'on en juge par le nombre et la diversité des rédacteurs ; des camarades viennent normalement prendre la place de ceux dont la disparition cruelle nous a récemment frappés.

Mais une revue comme la nôtre a une vie toujours difficile, et de plus en plus difficile, en raison des charges financières qui pèsent sur elle. Celles-ci, vous le savez, s'alourdissent pour nous comme pour toutes les publications périodiques imprimées. Ramer à contre-courant est de plus en plus dur.

Nous nous maintenons grâce à un réseau d'abonnés fidèles, mais insuffisant en nombre. L'augmentation continue du prix de l'impression et des frais divers nous obligent à faire appel encore à nos amis lecteurs. Nous nous voyons contraints d'augmenter le tarif de l'abonnement. Il est porté de 35 à 40 F pour six mois, de 70 à 80 F pour un an.

Encore cette augmentation ne suffira-t-elle pas. A la dernière réunion de notre « noyau », les camarades ont décidé — parce qu'il le fallait bien — une augmentation plus forte qui porterait l'abonnement à 100 F ! Nous attendrons l'automne et ce qu'on appelle habituellement « la rentrée » pour effectuer cette augmentation si elle est encore d'une nécessité contraignante.

Qu'est-ce qui pourrait l'éviter ? Une arrivée d'abonnés nouveaux, obtenue grâce à la propagande obstinée des anciens. L'expérience nous apprend qu'il est rare qu'un abonné nous quitte, sauf obligation matérielle. Mais il n'est pas commode d'en accrocher un nouveau contingent. Cependant, où les jeunes militants que les premières batailles ont aguerris, trouveraient-ils une autre tribune libre ? Ici, chaque rédacteur bénévole dit ce qu'il pense, sans aucune réticence. Il n'a à craindre que la controverse. N'est-elle pas enrichissante pour tous ?

Camarades et amis lecteurs et coopérants, acceptez cette hausse de prix de l'abonnement que nous ne décidons que contraints et forcés. Efforcez-vous, si vous êtes solidaires, d'élargir notre audience. Ne dites pas que nous sommes dépassés. Dépassez au contraire, avec nous, les routines et les scléroses syndicales et avancez, avec nos jeunes, dans la bonne voie tracée par les anciens.

NOTA. — Nous nous voyons obligés de remettre au prochain numéro plusieurs articles dont « *Lettre ouverte aux marxistes* » de LANGAND (Pyrénées-Orientales), et aussi notre rubrique « *D'où vient l'argent* ».

(1) Flammarion, 1978, 314 p., 48 F.